

Déclaration liminaire CSA REA Île de France 30 mai 2024 Élan Commun

25 mai 2023 – 30 mai 2024...

Un an. Cela a pris un an pour revenir siéger à ce CSA régional. Cela sans compter le CSA du 6 juillet dernier dédié à l'élection des représentants sur le Comité médical.

Presqu'une année scolaire est passée, à faire respecter le statut des enseignants quant à la prise en compte des heures de pluri dans les classes de bac pro. Récemment le Ministre Fesneau a déclaré « *Je plaide la bonne foi et le droit à l'erreur, d'ailleurs collective* » à propos des objectifs chiffrés pour la bio et les cultures de légumineuses débattus dans le projet de loi d'avenir agricole... Que n'a-t-il plaidé plus tôt en ce qui nous concerne...

Aujourd'hui, ce qui nous préoccupe vient de l'Éducation nationale avec le « Choc des savoirs » et sa prépa lycée régionale pour l'enseignement agricole... une machine à trier les élèves, une fabrique d'inégalités comme l'a montré la recherche. Des élèves sans DNB exclus du parcours scolaire, mais accueilli en apprentissage. L'objectif est limpide : une école qui sépare, qui exclut !...

Et en parallèle, l'enchaînement des réformes sur le baccalauréat, le bac pro.... Tout ça sans évaluation des dispositifs précédents.

Et il faut continuer à faire des économies, au ministère de l'agriculture, 12,5 millions d'euros de crédits publics sont à économiser dans l'enseignement technique et supérieur agricole, et plus de 60 pour les services de l'État de Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture. Quel bel avenir...

En Île de France, l'année est en passe de se terminer avec des inquiétudes :

- va-t-on enfin retrouver des étudiants pour les classes de BTS ?
- comment stabiliser nos collègues sur les postes et limiter le turn over, que ce soit des enseignants ou des administratifs, à Brie et à St Germain particulièrement...
- comment enrayer les difficultés financières de nos EPL, particulièrement pour les exploitations pourtant au cœur des enseignements, mais pas que là...

Heureusement, quelques sujets avancent, l'EPL de Gonesse qui est toujours dans les projets, les travaux amorcés à la Fonction publique en faveur du logement des agents publics censés répondre aux problématiques d'attractivité,...

Enfin, nous apprécions la qualité du dialogue social en région et une réelle prise en compte des conditions de travail des agents de l'enseignement agricole francilien. Cependant, le contexte national - cité plus haut -, nous conduit à craindre, pour ces prochains mois et années, une dégradation de la qualité de vie professionnelle. Nous l'affirmons ici simplement, nous nous battons sans relâche contre cela !